

L'événement

300 000

C'est, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, le nombre de Kurdes déplacés après avoir fui les zones de combat au nord de la Syrie.

MOYEN-ORIENT

L'avenir de la Syrie passe par la question kurde

Le cessez-le-feu en vigueur depuis cinq jours a expiré mardi soir. Hier également, le président turc a rencontré son homologue russe. La tension est toujours vive, des centaines de personnes ont été déplacées et la situation humanitaire s'aggrave.

1 POURQUOI RECEP TAYYIP ERDOGAN S'EST-IL RENDU À SOTCHI POUR RENCONTRER VLADIMIR POUTINE ?

Le président turc tente de maintenir un savant équilibre entre les intérêts des deux principales puissances engagées sur le terrain syrien, les États-Unis et la Russie qui, de différentes manières, ont donné l'une et l'autre un feu vert pour son opération militaire. Mais, si les troupes américaines se retirent du nord-est de la Syrie où elles étaient stationnées, ce n'est pas le cas des Russes, dont les soldats sont bien présents.

D'ailleurs, si Moscou a dit comprendre certaines des revendications d'Ankara, le Kremlin a en réalité freiné l'avancée turque, en encourageant un dialogue entre Damas et les Kurdes. Dès lors, Erdogan devait en rabattre. Il a fait venir le vice-président américain en Turquie pour annoncer un cessez-le-feu assez flou (les Turcs parlant de « pause » et les zones elles-mêmes prétaient à confusion), mais s'est déplacé en personne en Russie. Toujours bravache, il déclarait avant de rencontrer Poutine qu'il s'agissait de désarmer des « terroristes », c'est-à-dire des Forces démocratiques syriennes (FDS), et laissait entendre que son armée (mais aussi ses suppléments islamistes regroupés sous le nom d'Armée nationale syrienne) se déploierait sur un secteur frontalier long de 120 kilomètres et profond de 30 kilomètres en territoire syrien, entre les villes de Tall Abyad à l'ouest et Ras al-Ain, à l'est. Le prétexte étant la création d'une « zone de sécurité », en réalité une façon de masquer le nettoyage

ethnique programmé. Sinon, pourquoi ne pas avoir installé une telle zone de sécurité en territoire turc ?

Il en fallait plus pour impressionner Vladimir Poutine qui, dès le début de la rencontre, a asséné devant son homologue turc : « La situation dans la région est très grave », appelant à « trouver une solution même aux questions les plus difficiles ». La veille, un conseiller du Kremlin, Iouri Ouchakov, interrogé sur les pourparlers Poutine-Erdogan, précisait : « Pour nous, l'essentiel, c'est d'arriver à une stabilité durable de la Syrie et de la région, et nous considérons que ça ne sera possible qu'en rétablissant l'intégrité de la Syrie. » En un mot, pas un pouce de territoire syrien ne doit échapper au pouvoir central. Un avertissement qui s'adresse autant à la Turquie qu'aux représentants des Kurdes. Mais ces derniers sont en position de faiblesse politique et ne peuvent désormais faire valoir grand-chose. La Turquie, elle, partie prenante du processus d'Astana (devenu celui de Sotchi) avec la Russie et l'Iran, a de nombreuses cartes à faire valoir. Ce que sait très bien le président syrien Bachar Al Assad dont le pouvoir, s'il a été renforcé depuis l'intervention russe de l'automne 2015, reste encore fragile. D'autant que des discussions sont toujours en cours à Genève sous l'égide de l'ONU.

2 QUE SIGNIFIE LE DÉPLACEMENT, LE MÊME JOUR, DU PRÉSIDENT SYRIEN BACHAR AL ASSAD DANS LA PROVINCE D'IDLEB ?

« La bataille d'Idleb est la base pour mettre fin au désordre et au terrorisme dans toutes

les régions syriennes », est venu dire, sur le front même, le président syrien. C'est dans cette région du Nord-Ouest, en effet, que se sont regroupés tous les islamistes et les djihadistes battus dans les autres provinces et dominés par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), qui s'apparente, par ses pratiques, à Daech. La province d'Idleb et des parties des provinces voisines de Hama, Lattaquié et Alep ont été pilonnées sans interruption par l'armée syrienne, soutenue par l'aviation russe, entre fin avril et fin août. L'armée arabe syrienne de Damas avait également amorcé une progression terrestre jusqu'à la trêve décrétée au mois d'août.

Le déplacement du président syrien ne doit rien au hasard. Il intervient quelques jours après le déploiement de son armée dans des secteurs du nord-est du pays, appelée à la rescousse par les forces kurdes après le lancement de l'offensive turque dans cette région. Il convient pour le rais de montrer qu'il reste le leader du pays, mais surtout d'affirmer sa présence alors qu'un certain nombre de questions relevant de l'avenir du pays sont discutées sans lui par des puissances extérieures. Soucieux de ne pas s'isoler, il a lancé : « Nous sommes prêts à soutenir toute (...) résistance à l'agression turque », ajoutant que soutenir les Forces démocratiques syriennes dominées par les Kurdes « constitue un devoir constitutionnel et national indiscutable ».

3 QUE RESTE-T-IL DE LA QUESTION KURDE ?

Lorsque, à la mi-2012, le Parti de l'union démocratique (PYD) kurde installe une nouvelle administration dans le nord-est de la Syrie, qu'il appelle Rojava, une expérience nouvelle et détonante se met en place sur trois cantons : le gouvernorat de Hassaké, à l'extrême nord-est, région frontalière de l'Irak et de la Turquie ; le district de Kobané, sur la frontière turque, et celui d'Afrin, au nord-ouest du pays, lui aussi frontalier de la Turquie. Caractéristique de ce système : il est basé sur l'égalité des peuples, des communautés, des ethnies, des confessions et des genres. C'est cela que Recep Tayyip Erdogan veut

détruire, car il a peur que cela fasse tache d'huile en Turquie. Contrairement à ce qui est affirmé, les Kurdes ne revendiquent pas l'indépendance mais une autonomie démocratique.

L'offensive turque a contraint les forces kurdes à faire appel à Damas, qui ne voit pas d'un bon œil politique cette expérience, sans doute trop démocratique. Mais, pour l'heure, les structures administratives mises en place ne sont pas remises en cause. Cela sera-t-il le cas dans l'avenir, lorsque le pouvoir central aura les moyens de prendre les rênes de ces cantons ? Il est trop tôt pour le dire. Mais la question kurde ne pourra pas disparaître des plans discutés pour la Syrie de demain. Ne serait-ce que par le lourd tribut versé par les Kurdes dans la lutte contre Daech. Pour le PYD, la tâche n'est pas mince lorsqu'on sait que, dès la formation d'un conseil de l'opposition dans le courant de l'année 2011, la question kurde n'était pas prise en compte. D'où l'insistance du PYD à pouvoir participer aux discussions en cours au niveau international.

4 QUE DEVIENT L'OPPOSITION SYRIENNE ? OÙ EN EST LE PROCESSUS PLACÉ SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU ?

Ces derniers mois, l'opposition syrienne a été bien aphone. En réalité, elle ne représente pratiquement plus que les intérêts de certains groupes soutenus par des puissances extérieures. À l'image de l'Armée syrienne libre, qui s'est fondue dans l'Armée nationale syrienne (ANS) créée, financée et armée par la Turquie, et dominée par les islamistes.

Des discussions devraient reprendre bientôt à Genève sous l'égide de l'ONU, notamment pour élaborer une nouvelle Constitution avant la voie vers une transition en Syrie. Un comité de 150 personnes a été créé en ce sens, mais les discussions sont encore longues. Et il y a un absent de marque : le peuple syrien, qui avait manifesté pour des réformes profondes au printemps 2011 et dont plus personne ne demande l'avis mais au nom de qui tout le monde parle. ●

PIERRE BARBANCEY

TROIS MAIRES DÉMOCRATES ARRÊTÉS EN TURQUIE

Les autorités turques ont arrêté les maires de Kayapınar, Bismil et Kocaköy, tous trois élus sous l'étiquette du Parti démocratique des peuples (HDP), la formation de	Selahattin Demirtas qui défend les droits des Kurdes et a été la seule au Parlement à dénoncer l'invasion turque du nord de la Syrie. Ils sont accusés de « propagande terroriste » et d'appartenance à une organisation terroriste ». Ils ont été placés en garde à vue par décision du bureau du procureur de Diyarbakir.
--	---

LE MÉPRIS D'ANKARA

« Ce n'est pas à la France qu'on parle. » C'est ainsi que le président turc a répondu à Emmanuel Macron, qui demandait à Poutine d'arrêter un nouveau cessez-le-feu.

L'événement



LE COMMANDANT ABDI A INFORMÉ LES ÉTATS-UNIS QUE LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES ONT RETIRÉ LEURS TROUPES DE LA ZONE DE SÉCURITÉ VOULUE PAR LA TURQUIE.

Pas de pause pour la douleur des civils

À la frontière irakienne, des milliers de personnes affluent par peur de la résurgence de Daech. La colère contre la trahison américaine est toujours forte.

Dans une déclaration poignante à quelques heures de l'expiration du cessez-le-feu, le Croissant-Rouge kurde, qui depuis plus d'une semaine travaille dans les conditions les plus difficiles, indiquait que « la population du nord de la Syrie a largement perdu tout espoir de voir la communauté internationale engager des actions sérieuses pour réduire une catastrophe humanitaire qui s'aggrave ». De fait, et quoi qu'il arrive maintenant, il y avait quelque chose de terrible dans l'image de ces familles forcées de tout quitter, d'abandonner leurs maisons et de fuir la mort qu'apportaient dans leurs musettes les soldats turcs et surtout les islamistes qui les accompagnaient. Les vidéos sont là pour montrer les pillages, les destructions, les exécutions sommaires, les mutilations.



maires, les mutilations.

Dans ce paquet de désespoir, il y a aussi ces hommes qui jettent des pierres et des tomates, armes dérisoires, sur les véhicules blindés américains qui prennent la direction de l'Irak, les abandonnant là, sans honte. Cette même frontière irakienne où se massent des milliers de civils (car la frontière turque leur est évidemment fermée) totalement terrorisés. L'invasion turque, en plus des destructions, a permis aux cellules dormantes de Daech de se réactiver. Elles auraient déjà tenté d'attaquer des camps où sont regroupées leurs familles. Plusieurs attentats ont eu lieu dans les villes de Qamichli et Hassaké. L'un des buts recherchés est de faire s'échapper ces prisonniers djihadistes. Beaucoup sont maintenant dans la nature et le pire peut arriver. Personne, dans cette partie de la Syrie, ne croit Erdogan lorsqu'il affirme qu'il va capturer les combattants de Daech. D'abord parce que certains ont déjà été enrôlés dans son armée de suppléants. Aussi parce qu'il soutient que les civils sont épargnés alors que tous les témoignages convergent. Y compris sur l'utilisation d'armes non conventionnelles comme le napalm ou le phosphore blanc, le même qu'utilisaient les Israéliens dans la bande de Gaza. Le phosphore blanc peut être utilisé notamment pour créer un écran de fumée, mais il peut aussi servir à la fabrication d'armes incendiaires meurtrières, interdites par le droit international.

Les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) continuent de recueillir des informations « à propos de toute utilisation présumée de produits chimiques en tant qu'armes », a fait savoir l'organisation, alors que dans les hôpitaux le nombre de blessés gravement brûlés afflue. ●

Alors que Recep Tayyip Erdogan a été reçu par Vladimir Poutine à Sotchi, en Russie, mardi, des Kurdes ont enterré leurs combattants à Qamichli, dans le nord-est de la Syrie. Sergei Chirikov/Pool/APP ; Muhammad Hamed/Reuters